LE SITE CENTREBOURSE-IMMO.COM

Category: Produits classiques : Danger !
Tag: Enquête

En préambule, toutes les sociétés citées ou concernées par cette page sont victimes du vol de leur nom. Les escrocs ont tout pris sauf le téléphone. Il est donc normal que vous trouviez des coordonnées qui sont apparemment justes ! Il s'agit pour toutes nos enquêtes de victimes tout comme les consommateurs ! La totalité ne vendent pas de parkings ou d'ehpads ! Le fait que ces informations soient mentionnées sur des documents émis par des escrocs ne veut en aucun dire que ces entreprises participent de près ou de loin à cette gigantesque arnaque organisée à partir d'Israël.

Il s'agit d'un nouveau site à éviter. Il propose comme plus de nombreux autres d'investir dans les parkings. Vous trouverez le résultat de nos recherches sur l'ensemble des sites avec le lien ci après http://adcfrance.fr/produits-classiques-danger/investir-dans-des-ehpads-mefiance/

Le site internet :

Le site a été créé le 26/01/2021. Nous publions le whois :

https://whois.domaintools.com/centrebourse-immo.com

Nos recherches :

Comme beaucoup d'autres sites déjà identifiés, seul le nom a été enregistré. Il n'y a pas de site ouvert à la date de nos recherches du 01/12/2020.

Le téléphone :

Le site utilise :

Le numéro 07 56 79 89 28

Ce numéro est un numéro whatsapp. Ce simple fait doit vous faire fuir ! Une vraie société a un numéro qui permet de la joindre et non d'un portable !

Cette technique est très utilisée par les brouteurs du Bénin. Elle est aussi régulièrement utilisée par les escrocs israéliens.

Le contrat :

Il est identique à de très nombreux contrats utilisés pour l'arnaque aux parkings ou aux chambres d'EHPADS. Nous en publions un vierge à titre d'exemple :

Le Bulletin de Souscription Investissement EHPAD du site korian-sa.com

Les informations juridiques :

Le site indique appartenir à la société centre bourse. Il s'agit d'une usurpation d'identité. La société a 121 ans d'existence et fait de la location de terrains et de biens immobiliers.

https://www.societe.com/societe/centre-bourse-300985462.html

Elle ne vend pas de chambres d'EHPADS !

Les règlements :

Le site utilise :

Un compte bancaire ayant l'IBAN PT50 0035 0687 0001 7365 130 18

Le nom indiqué ne peut être vérifié. Il semble qu'il s'agisse d'un hôtel au Portugal. En tout état de cause, la société française n'a pas besoin d'un compte portugais !

Conclusion :

Ce site appartient aux mêmes personnes qui ont exploité des sites d'arnaques à l'épargne. Nous vous déconseillons tout achat sur le site cité dans cet article. Il est à noter les liens financiers multiples existant entre plusieurs sociétés parfaitement identifiées pour les quels des actions ont été lancées par notre association.

L'article publié par le site franceinter.fr présente de façon intéressante la situation depuis plus de 15 ans.

https://www.franceinter.fr/les-autorites-s-organisent-pour-lutter-contre-le-business-d-escrocs-franco-israeliens

Si vous avez effectué un investissement sur ce site, vous pouvez nous contacter à l'adresse placement@adcfrance.fr. Il faudra simplement nous joindre dans votre mail le ou les RIB que vous avez utilisés pour faire les règlements.

Vous trouverez dans le lien ci-dessous des informations sur notre travail :

http://adcfrance.fr/les-conseils/arnaque-aux-sites-dedies-a-l-epargne-les-premieres-informations-de-l-adc-france/

L'association fera le maximum pour vous aider. Il vous sera simplement demandé une adhésion à 47 € incluant l'abonnement à notre revue trimestrielle dont vous trouverez deux numéros dans les liens ci-dessous :

Les conseils pratiques pour la gestion d'un litige

Le numéro 152 de la revue Antipac

L'apparition de l'ADC France :

La revue Antipac n° 149

Vous pouvez la réaliser avec le lien sécurisé ci-dessous :

http://adcfrance.fr/adhesions-readhesions-adc-france/

Vous pouvez aussi nous l'adresser par chèque à l'ordre de l'ADC France 3/5 Rue Guerrier de Dumast, 54000 NANCY

Nous tenons à préciser que toutes les recherches ont été sauvegardées sur un disque dur externe en PDF.

Par ailleurs, s'agissant de données publiques, nous ne retirerons aucune information sauf erreur matérielle. Cette demande devra être faite exclusivement par courrier recommandé avec AR. Aucune suite ne sera donnée pour toute demande faite par mail ou par téléphone.